REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE
SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT
SERVICE DES MARCHES PUBLICS
BUREAU DES APPELS D'OFFRES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT
SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING
PUBLIC CONTRACTS SERVICE
TENDERS OFFICE

# AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE

## N°_____/DC/MINSANTE/CIPM/2026 DU _____

## RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN APPAREIL DE RADIOGRAPHIE NUMERIQUE DIRECTE (DR) COMPACTE AVEC PARAVENT ET CAPTEUR PLAN A L'HOPITAL DE DISTRICT DE LA CITE VERTE

**********

1. **OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION:**

La présente demande de cotation a pour objet **l'acquisition d'un appareil de radiographie numérique directe (DR) compacte avec paravent et capteur plan à l'hôpital de district de la cite verte.**

2. **CONSISTANCE DE LA FOURNITURE :**

La présente cotation concerne l'acquisition d'un Appareil de radiographie numérique directe (DR) compacte avec capteur plan y compris accessoires (armoire électrique, mise à la terre, paravent plombé).

3. **PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à cette demande de cotation est ouverte à toutes les entreprises de droit Camerounais.

4. **FINANCEMENT:**

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation seront financées par le **PLAN DE MITIGATION - EXERCICE 2026** suivant la ligne d'imputation : **60 40 412 01 33000008 0731 524412.**

5. **COÛT PRÉVISIONNEL :**

Le coût prévisionnel des prestations prévues au titre de cette demande de cotation est de **quarante millions (40 000 000) FCFA TTC.**

6. **CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION :**

Le Dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du **Service des Marchés Publics du MINSANTE** sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21).

7. **ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION :**

La version physique du Dossier peut être obtenue au **Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE** sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), **dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme**

de trente mille (30 000) FCFA non remboursable représentant les frais d'achat de la demande de cotation.

8. **MODE DE SOUMISSION :**
La soumission sera faite exclusivement **en ligne** et via la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm.

9- **TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS :**
Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :
- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

10. **CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION :**
Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, **un cautionnement de soumission timbré, daté, acquitté à la main accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de consignation (CDEC).** Ce cautionnement doit être établi par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 14 du DC dont le **montant s'élève à huit cent mille (800 000) FCFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**10.2. L'absence de la caution de soumission timbrée, datée et acquittée à la main accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre.**

**10.3. Une caution de soumission produite par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.**

**10.4. Une caution de soumission produite par un soumissionnaire et n'ayant aucun rapport avec l'objet de la consultation concernée sera considérée absente.**

11. **REMISE DES OFFRES :**
Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm au plus tard le [illegible] à 11 heures, heure locale. Une copie de sauvegarde des offres, enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » en plus des références de l'Appel d'Offres dans les délais impartis, au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du Ministère de la Santé Publique, situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21). Une copie de la sauvegarde sous clé USB devra être transmise sous plis fermé accompagné de l'original de la caution de soumission et du récépissé CDEC du montant de **huit cent mille (800 000) FCFA.**

## 12. RECEVABILITE DES OFFRES :

NB : les offres comprendront les documents ci-après :

- ✓ La soumission timbrée, datée et signée au tarif en vigueur ;
- ✓ La quittance d'achat du dossier de consultation ;
- ✓ Le bordereau descriptif et quantitatif dûment rempli, daté et signé ;
- ✓ Le dossier administratif comprenant les pièces suivantes certifiées par les autorités compétentes et en cours de validité : l'attestation d'immatriculation, Un plan de localisation indiquant la ville, la mairie, le quartier et le « lieu-dit » des bureaux du soumissionnaire signé sur l'honneur, l'attestation de non redevance, l'attestation de domiciliation bancaire, l'attestation de non exclusion des marchés publics, une attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, la caution de soumission timbrée, datée et acquittée à la main accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de consignation (CDEC) à l'ouverture des plis, la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un marché au cours des trois dernières années

**Critères éliminatoires :**

- **L'absence du cautionnement de soumission d'un montant de huit cent mille (800 000) francs FCFA délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances accompagnée du récépissé de dépôt CDEC ;**
- **L'attestation de capacité financière délivrée par une banque agrée d'au moins 50% du montant prévisionnel du projet (vingt millions (20 000 000)) FCFA ;**
- **L'absence de prospectus de couleur dans l'original et toutes les copies accompagnées de catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;**
- **L'absence de l'agrément de distribution du matériel médical délivré par le Ministère de la Santé Publique en cours de validité accompagné du certificat de bonnes pratiques en cours de validité.**

- ✓ Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA).

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.**

**En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.**

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et de la demande de **Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence et/ou la non-conformité de de la caution de soumission timbrée datée et acquittée à la main d'un montant de huit cent mille (800 000) FCFA, délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances accompagnée du récépissé de dépôt CDEC.**

## 13. OUVERTURE DES OFFRES :

L'ouverture des plis (pièces administratives, offres techniques et financières) se fera en un temps via la plateforme COLEPS et aura lieu le 02/12/2026 par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINSANTE, sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge camerounaise, à partir de 12 heures, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés ayant une bonne connaissance du dossier.

## 14. CRITERES D'EVALUATION :

### 14.1 Critères éliminatoires

Ils ne feront pas l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

a) Fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
b) Non-respect d'au moins quatre (04) critères essentiels sur six (06) ;
c) L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
d) La non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (en gras dans le descriptif de la fourniture) ;
e) L'absence de l'agrément de distribution du matériel médical délivré par le Ministère de la Santé Publique en cours de validité accompagné du certificat de bonnes pratiques en cours de validité ;
f) L'absence du cautionnement **de soumission timbrée datée et acquittée à la main d'un montant de huit cent mille (800 000) FCFA, délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances accompagnée du récépissé de dépôt CDEC** ;
g) L'attestation de capacité financière délivrée par une banque agrée d'au moins 50% du montant prévisionnel du projet (vingt millions (20 000 000)) FCFA ;
h) L'absence de prospectus de couleur dans l'original et toutes les copies accompagnées de catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
i) L'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
j) L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
k) La non-conformité du modèle de soumission ;
l) La non-conformité du mode de soumission ;
m) L'absence de la charte d'intégrité datée et signée sur l'honneur ;
n) L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée sur l'honneur ;
o) L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

### 14.2 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

i) Présentation de l'offre (conformité de la composition de l'offre par rapport aux prescriptions de la DC, pièces dans l'ordre et intercalaires couleur) ;
ii) Planning et délai de livraison de trois (03) mois ;
iii) Preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et DF paraphés sur toutes les pages, cachetés et signés à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé ») ;
iv) Références du soumissionnaire dans les prestations similaires d'un montant cumulé d'au moins vingt millions (20 000 000) FCFA au cours des cinq (05) dernières années : (au moins une (01) Référence dans le domaine de fourniture de matériel médical, copie 1ère et dernière page des marchés/lettres-commande+ PVs de réception) ;
v) Personnel technique : Disponibilité dans l'entreprise d'au moins un ingénieur biomédical minimum BAC+3 justifiant d'au moins 05 ans d'expériences ;
vi) Attestation d'une garantie d'au moins 12 mois.

## 15. DELAI ET LIEU DE LIVRAISON :

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objets de la présente demande de cotation est d'un **(01) mois dès** notification de l'Ordre de Service de démarrage des prestations.

L'équipement sera livré à l'Hôpital de District de la Cité Verte.

**16. ATTRIBUTION :**
La Commission Interne de Passation des Marchés proposera au Maître d'ouvrage, l'attribution de la lettre-commande au soumissionnaire, dont elle aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions de la Demande de Cotation, et qu'elle est l'offre **la moins- disante**.

**17. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES :**
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

**18. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :**
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets du MINSANTE sise à proximité de l'immeuble siège de la Croix-Rouge Camerounaise, BP : 15655, Yaoundé.

**19. ASSISTANCE TECHNIQUE :**
Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

**20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES :**
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 205725 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 18 03 ou le Maître d'Ouvrage aux numéros : 222 221 030, 222 222 899, 222 224 283

**Ampliations :**
- MINSANTE/CAB
- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- CIPM
- Service des Marchés/MINSANTE
- Affichage (pour information)
- Maître d'Ouvrage (pour archivage)

Yaoundé, le 26/10/2026

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DU PATRIMOINE
SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT
SERVICE DES MARCHÉS PUBLICS
BUREAU DES APPELS D'OFFRES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT
SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING
PUBLIC CONTRACTS SERVICE
TENDERS OFFICE

# NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION UNDER EMERGENCY PROCEDURE No. ____/DC/MINSANTE/CIPM/2026 of _____ REGARDING THE ACQUISITION OF A COMPACT DIRECT DIGITAL RADIOGRAPHY (DR) UNIT WITH SHIELD AND FLAT-PANEL DETECTOR FOR CITE VERTE DISTRICT HOSPITAL

**********

## 1. PURPOSE:

The purpose of this request for quotations is the acquisition of a compact direct digital radiography (DR) unit, complete with a protective screen and flat-panel detector, for the Cité Verte District Hospital.

## 2. NATURE OF SERVICES

This quotation covers the acquisition of a compact direct digital radiography (DR) system with a flat-panel detector, including accessories (electrical cabinet, grounding, lead-shielded screen).

## 3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Request for Quotation is open to all companies incorporated under Cameroonian law

## 4. FUNDING:

The services covered by this quotation will be funded under **the 2026 Mitigation Plan, charged to the following budget line: 60 40 412 01 33000008 0731 524412**.

## 5. EXPECTED COST :

The estimated cost of the services covered by this request for quotations is **forty million (40,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes.**

## 6. CONSULTATION OF TENDER FILE

The physical dossier may be consulted during working hours at the Secretariat of the Public Procurement Service of MINSANTE, located on the ground floor of the Studies and Projects Division (DEP) building of the Ministry of Public Health, near the Red Cross (Tel./Fax: 222 22 10 21).

## 7. ACQUISITION OF TENDER FILE:

The hard copy of the dossier may be obtained from the Secretariat of the Public Procurement Service of MINSANTE—located on the ground floor of the Studies and Projects Division (DEP) building of the Ministry of Public Health, near the Red Cross (Tel./Fax: 222 22 10 21)—upon publication of this notice and presentation of a receipt for the payment of a non-refundable fee of **thirty thousand (30,000) CFA francs TTC** to the Public Treasury, representing the cost of purchasing the request for quotations.

**8. METHOD OF SUBMISSION :**

Submission shall be made exclusively online via the COLEPS platform at the addresses http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm.

**9. FILE SIZE AND FORMAT :**

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constituting the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

**10. BID SECURITY**

10.1. Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond that is stamped, dated, and manually receipted, accompanied by the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC). This bond must be issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance (the list of which appears in Document 14 of the Tender Dossier), must amount to **eight hundred thousand (800,000) FCFA**, and must be valid for thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids. Failure to provide a bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds for public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted that bears no relation to the tender in question shall be deemed missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

**10.2. Failure to provide the bid bond—stamped, dated, and manually receipted, and accompanied by the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC)—will result in the outright rejection of the bid.**

**10.3. A bid bond submitted by a bidder during the opening session is inadmissible.**

**10.4. A bid bond submitted by a bidder that bears no relation to the subject matter of the tender in question shall be deemed missing.**

**11. SUBMISSION OF BIDS**

Bids shall be submitted electronically via the COLEPS platform at the addresses http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm no later than 02/12/2025 at 11:00 AM local time. A backup copy of the bids, recorded on a USB key, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy" along with the tender references within the specified deadlines, to the Public Procurement Service (Tender Office) of the Ministry of Public Health, located near the Cameroon Red Cross (Phone/Fax: 222 22 10 21). A copy of the backup on a USB flash drive must be submitted in a sealed envelope, accompanied by the original bid bond and the CDEC receipt for the amount of eight hundred thousand (800,000) FCFA.

**12. ADMISSIBILITY OF BIDS**

NB: Bids must include the following documents:

- ✓ The bid submission letter, stamped, dated, and signed in accordance with current rates;
- ✓ The receipt for the purchase of the tender dossier;
- ✓ The duly completed, dated, and signed schedule of quantities and prices;
- ✓ The administrative file containing the following valid documents certified by competent authorities: registration certificate; a location map indicating the city,

municipality, neighborhood, and specific locality of the bidder's offices (signed under oath); tax clearance certificate; bank account details/domiciliation certificate; certificate of non-exclusion from public contracts; a certificate signed by the Director of the National Social Insurance Fund (CNPS); the bid bond (stamped, dated, and manually endorsed) accompanied by the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC) upon bid opening; and a sworn declaration stating that no contract has been abandoned within the last three years.

**Eliminatory criteria:**

-Absence of the bid bond amounting to eight hundred thousand (800,000) FCFA, issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by the CDEC deposit receipt;

-Absence of a certificate of financial capacity issued by an approved bank, covering at least 50% of the 50% of the projected project amount value (twenty million (20,000,000) FCFA);

-Absence of color brochures in the original and all copies, accompanied by catalogs, drawings, or technical data sheets produced by the manufacturer;

- The absence of a valid medical equipment distribution authorization issued by the Ministry of Public Health, accompanied by a valid certificate of good practice.

Bids must be priced exclusive of Value Added Tax (VAT).

To avoid rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must be dated no more than three (03) months prior to the original bid submission date or have been issued after the date the call for tenders notice was signed.

Failure to provide an administrative document or the submission of a non-compliant document—even after the 48-hour grace period granted by the Commission—will result in the rejection of the bid.

Any bid that does not comply with the requirements of this notice and the Request for Quotation will be declared inadmissible. This applies in particular to the absence or non-compliance of the stamped, dated, and manually receipted bid bond in the amount of eight hundred thousand (800,000) FCFA, issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by the CDEC deposit receipt.

## 13. OPENING OF BIDS

The opening of bids (administrative documents, technical and financial offers) shall be conducted in a single phase via the COLEPS platform and shall take place on 02/12/26 by the Internal Tenders Board of MINSANTE, located at the former PSFN Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross, starting at 2:00 p.m. local time, in the presence of bidders or their duly authorized representatives duly mandated with sound knowledge of the file.

## 14. EVALUATION CRITERIA

### 14.1 Eliminatory Criteria

These criteria shall not be scored. Failure to comply with any of these criteria shall result in the rejection of the bidder's quotation. These include in particular:

a) False declarations, fraudulent practices, or falsification of documents;

b) Failure to meet at least four (04) out of six (06) essential criteria;

c) Absence of a sworn statement confirming no abandonment of contract performance within the last three years;

d) Non-compliance with major technical specifications for the supplies (highlighted in bold in the supply description);

e) Absence of a valid medical equipment distribution authorization issued by the Ministry of Public Health, accompanied by a valid certificate of good practice;
f) Absence of a stamped, dated, and manually receipted bid bond for the amount of eight hundred thousand (800,000) FCFA, issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by the CDEC deposit receipt;
g) Financial capacity certificate issued by an approved bank covering at least 50% of the amount of the project value (twenty million (20,000,000) FCFA);
h) Absence of color brochures in the original and all copies, accompanied by a catalog, drawing, or technical data sheet produced by the manufacturer;
The absence of a quantified unit price in the price schedule;
j) The absence of an element of the financial offer (the bid form, the unit price schedule, or the estimated quantity schedule);
k) Non-compliance of the bid form template;
l) Non-compliance of the submission method;
m) The absence of the integrity charter, dated and signed under oath;
n) The absence of the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed under oath;
o) The absence of a backup copy in the event of platform malfunction.

### 14.2 Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall include, indicatively:
i) Presentation of the bid (compliance of the bid composition with the requirements of the Tender Dossier; documents in order with colored dividers);
ii) Schedule and delivery timeframe of three (03) months;
iii) Proof of acceptance of contract conditions (CCAP and DF initialed on every page, and stamped and signed on the final page preceded by the phrase "read and approved");
iv) Bidder's references for similar services with a cumulative value of at least twenty million (20,000,000) FCFA over the past five (05) years: (at least one (01) reference in the field of medical equipment supply; copies of the first and last pages of contracts/purchase orders + acceptance certificates);
v) Technical personnel: Availability within the company of at least one biomedical engineer holding a minimum of a three-year higher education qualification (BAC+3) and possessing at least 05 years of experience;
vi) Certificate of a warranty period of at least 12 months.

## 15. DELIVERY TIMEFRAME AND LOCATION

The maximum delivery period set by the Contracting Authority for the execution of the services under this Request for Quotation is **one (01) month** from notification of the Service Order to commence services.
The equipment shall be delivered to the: **Cité verte District Hospital**.

## 16. AWARD

The Internal Tenders Board shall propose to the Contracting Authority the award of the Purchase Order to the bidder whose offer has been found to be substantially compliant with the provisions of the Request for Quotation and is the lowest-priced bid.

## 17. BID VALIDITY PERIOD

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

## 18. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the Studies and Projects Division of MINSANTE, located near the headquarters building of the Cameroon Red Cross, P.O. Box 15655, Yaoundé.

## 19. TECHNICAL ASSISTANCE

For technical assistance in case of issues related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to: dsi@minmap.cm.

## 20. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) by SMS or call at (+237) 673 205 725 / 699 370 748, ARMP at 222 20 18 03, or the Contracting Authority at 222 221 030 / 222 222 899 / 222 224 283.

Done in Yaoundé, 26/10/2026

**Copies to:**

- MINSANTE/OFFICE ;
- MINMAP;
- MOH;
- ARMP;
- CSPM-CNLS;
- Contract service/MOH;
- Records/Chronos